



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

orthophonistes

Question écrite n° 39352

Texte de la question

M. Antoine Carré attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur les inquiétudes des orthophonistes au sujet des modifications récemment intervenues pour la reconnaissance des diplômes européens donnant accès, en France, à l'exercice de la profession. En dépit de l'opposition des organisations professionnelles consultées au sein d'instances issues du Conseil supérieur des professions paramédicales, le Gouvernement a admis le principe d'une reconnaissance directe et de plein droit à des diplômes ne correspondant ni à une durée des études ni à des contrôles de l'aptitude comparables à ce que la réglementation en vigueur exige des candidats français à une installation professionnelle. L'abandon de la quasi totalité des procédures de vérification des compétences jusqu'alors mises en oeuvre à l'égard des candidats des pays de l'Union européenne et plus particulièrement de la Belgique, comme les épreuves d'aptitude ou les stages d'adaptation, ne sera pas sans conséquence sur la démographie de la profession et paraît même contradictoire avec certaines déclarations officielles sur la maîtrise des dépenses de santé. En conséquence, il lui demande de bien vouloir préciser les objectifs d'une telle politique d'ouverture de la profession et s'il ne conviendrait pas de récuser toute harmonisation au bénéfice des plus bas niveaux de formation, dès lors que la qualité des soins dispensés à la population constitue l'enjeu de ce type de réforme.

Texte de la réponse

La gestion des autorisations d'exercice des professionnels paramédicaux et en particulier des orthophonistes ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou de l'un des Etats parties à l'Espace économique européen est établie conformément aux directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans (directive CEE n° 89/48 du Conseil, du 21 décembre 1988) et à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles qui complète le précédent (directive CEE n° 92/51 du Conseil du 18 juin 1992). Ces directives traduisent un principe fondamental selon lequel tout professionnel qualifié pour exercer une profession dans un Etat membre a désormais le droit à la reconnaissance de son diplôme pour accéder à la même profession dans un autre Etat membre. Compte tenu de la diversité des réglementations d'exercice des professions des Etats membres, les directives prévoient un système de reconnaissance mutuelle des titres fondé d'une part sur les niveaux de diplôme et d'autre part sur la présomption de compétence du migrant. Schématiquement, à niveau de diplôme comparable ou proche, l'Etat d'accueil ne peut refuser l'autorisation d'exercice de la profession du demandeur qui possède un diplôme permettant dans l'Etat membre de provenance l'exercice de la profession concernée. Le principe de base du système est donc clairement la reconnaissance de la qualification du migrant, l'exception étant la possibilité pour l'Etat membre d'accueil d'imposer des « mesures de compensation ». Cette procédure met en place un système de reconnaissance professionnelle. Il ne s'agit donc pas d'un système de reconnaissance académique qui se traduirait par une comparaison précise et exhaustive de la formation suivie par le candidat à la reconnaissance par rapport à celle qui est dispensée dans l'Etat membre d'accueil, d'autant que le libellé des matières diffère parfois et que le nombre d'heures des enseignements théoriques et pratiques n'est pas comptabilisé de la même

manière qu'en France. Ce qui compte est la qualité de professionnel pleinement qualifié du candidat à la reconnaissance. Les décisions qui ont été prises récemment traduisent ce dispositif. Elles ne mettent pas en place un système de reconnaissance automatique, mais attestent d'un examen individuel des dossiers des demandeurs.

Données clés

Auteur : [M. Antoine Carré](#)

Circonscription : Loiret (1^{re} circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39352

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 décembre 1999, page 7365

Réponse publiée le : 24 avril 2000, page 2590